



# Finance Watch

## Le manifeste de Finance Watch pour une réforme du système financier

# Mettre la finance au service de la société

## Etat des lieux

Depuis le début de la crise en 2007-2008, les promesses d'une réforme complète du système financier n'ont pas été tenues. Les nouvelles règles introduites ont déjà été diluées sous l'influence du lobby financier. Plus important encore, ces règles n'ont pas clarifié le fait que **le but d'un système financier est de servir l'économie réelle et la société**, ni pris en compte sa taille et son poids. Les établissements financiers continuent donc de privatiser les gains issus d'activités n'ayant pas de bénéfice social, tout en socialisant les pertes. Et pour autant, ces nouvelles règles n'ont pas résolu le premier problème qu'elles avaient prévu de résoudre: la stabilité du système financier.



**Ce système financier instable soutient aussi une société injuste et inégale**, et une économie non durable. Les voyants sont clairement au rouge, montrant que le "business as usual" ne fonctionnera plus. **Le fossé entre les plus riches et les plus pauvres grandit** sous l'effet de nombreuses activités du secteur financier qui ne cherchent que le rendement. **Ce système contribue aussi aux effets destructifs toujours plus forts du changement climatique** en soutenant l'économie dite "brune", ces projets bruns étant plus profitables. Cela ne changera pas tant qu'il y aura des subventions aux énergies fossiles et un prix bas du carbone. Nous avançons tels des somnambules vers de futures crises financières et vers un effondrement écologique.

Les établissements financiers qui font fonctionner ce système n'ont pas été tenus pour responsables de la précédente crise et ne le sont pas plus des problèmes issus du système actuel. Ces problèmes pressants sont les priorités si nous voulons un changement profond du système financier.

## Pourquoi maintenant ?

De plus en plus de citoyens européens exigent des changements : ils votent contre le status quo et le "business as usual". En changeant le système financier, nous pouvons utiliser la finance comme outil pour résoudre certains des problèmes économiques, sociétaux et environnementaux les plus pressants.

Nous devons renverser l'équilibre du pouvoir pour dessiner collectivement un nouveau système en lequel les citoyens peuvent croire, et qu'ils peuvent soutenir; un système qui nous mettrait sur la route d'un futur équitable et durable. Système qui nous protégera aussi de nombreuses crises et de leurs lourdes conséquences sur la société.



## Ce qui doit être fait

### REFORMER LE SYSTEME FINANCIER

**Pour revenir à un système financier qui serve la société, il est urgent de le stabiliser**, de lutter contre la concentration des activités économiques et du risque, de trouver un meilleur équilibre entre la finance publique et la finance privée, d'encourager les investissements de long terme, de faire en sorte que les activités de la finance liées à la société et à l'environnement soient bien plus transparentes, et de mettre les acteurs de la finance devant leurs responsabilités.

**L'envergure des institutions financières doit être réduite** à une taille qui soit supportable pour la société. Avec davantage de diversité, le système dans son ensemble serait plus résistant et absorberait mieux les chocs.

**La finance doit redevenir un métier simple et "ennuyeux"**, y compris en s'assurant que les citoyens se voient proposer tous les produits et services financiers dont ils ont besoin pour contribuer pleinement et également à la société. Ces produits et services doivent être simples, faciles à comprendre, transparents, accessibles, et adaptés à tous les citoyens.

### FINANCER UNE ECONOMIE ET UNE SOCIETE DURABLES

**Nous devons re-diriger les capitaux là où ils sont nécessaires pour la société dans son ensemble.** La façon la plus efficace de rediriger ces flux de capitaux est de réguler et de s'assurer que cette régulation économique est alignée avec un projet économique défini démocratiquement. Pour cela, nous devons redéfinir le rôle des banques centrales, des banques privées et du système financier dans son ensemble. Ces acteurs peuvent être la force d'entraînement pour faire basculer les investissements vers la construction d'une économie et d'une société durables.

**Un prix élevé du carbone** (chose que les mesures politiques n'ont pas réussi à produire jusqu'ici) et un prix élevé à la destruction de l'environnement devraient aider à re-diriger les flux de capitaux vers une économie à 1,5°C qui respecte la biodiversité et les écosystèmes. Un tel prix élevé du carbone, ou une autre taxe, doit être imposé aux firmes – leurs actionnaires et financeurs – qui polluent le plus, afin que le fardeau de la transition énergétique ne soit pas porté par les plus pauvres, ni par les citoyens en général.

### S'INSPIRER DE "SUCCESS STORIES" CONCRETES

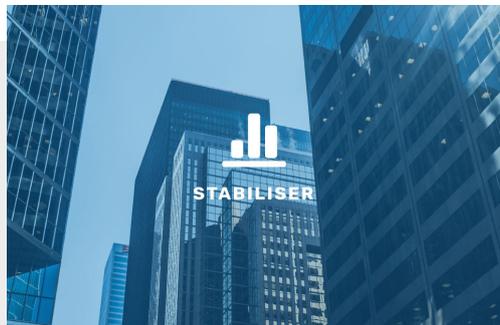
**Certains pionniers de la finance durable ont prouvé que des modèles d'affaire éthiques et stables fonctionnent.** Ils sont des exemples concrets de la manière par laquelle la finance peut rendre possible la transition vers une économie durable et inclusive. Ces pionniers doivent être mis en avant, les ingrédients de leur succès doivent être diffusés et des incitants doivent être mis en place pour reproduire et changer d'échelle leurs impacts.

# Nos demandes

Pour parvenir à ces changements, Finance Watch propose les réformes du système financier suivantes :

## STABILISER

La stabilité financière doit être garantie, parce qu'elle a un impact qui va au-delà de la perspective prudentielle. L'instabilité affecte l'horizon temporel des investisseurs et des pourvoyeurs de crédits, les encourageant à se focaliser sur le court terme.



### Mesures à implémenter :

- ☞ S'assurer qu'aucune institution financière ne soit "trop grosse pour faire faillite" en faisant une proposition législative pour séparer la banque traditionnelle des activités bancaires de marché.
- ☞ Réguler la gouvernance des institutions financières pour faire en sorte que les risques et les "actifs échoués" (stranded assets) causant des dommages environnementaux et sociaux soient évités.
- ☞ Mettre en place une régulation pour décourager la spéculation nocive et les bulles financières alimentées par le crédit.
  - Mettre en place des mesures pour réguler l'ensemble de la "finance de l'ombre" (ou "shadow banking"), réduire le montant des activités de shadow banking en restreignant la ré-utilisation de collatéraux et définir un taux minimum de décote des opérations de financement sur titres.
  - Introduire une Taxe sur les transactions financières au niveau européen.
  - Mettre fin au découpage en tranches des garanties et éviter la titrisation dans le domaine des infrastructures.

## DEMOCRATISER



Les grandes institutions financières détenues par des actionnaires ne sont pas sujettes à un quelconque contrôle démocratique et sont déconnectées d'une vision économique plus large et cohérente.

Nous avons besoin de davantage d'institutions financières orientées sur des missions précises, comme des banques publiques, de développement, coopératives, possédées par les parties-prenantes, et des investisseurs à impact, entre autres. Cela devrait permettre aux citoyens d'avoir un impact positif en investissant leur argent dans des projets variés, locaux et durables. Nous devons nous assurer que la finance serve les besoins de tous les citoyens, en parvenant à favoriser l'inclusion financière, et à éviter les préjudices sociaux.

## Mesures à implémenter :

- ☞ **Faire en sorte que les institutions financières soient rendues responsables** de l'impact de leurs crédits et de leurs investissements sur les *Objectifs de Développement Durable* de l'ONU, en commençant par mise en place d'un reporting obligatoire de ces impacts.
- ☞ **S'assurer que le secteur bancaire soit diversifié** en faisant la promotion de banques plus petites, locales, coopératives et éthiques, avec différents types de structure de participation (propriété) et la représentation d'un large nombre de parties prenantes.
- ☞ Libérer la capacité de l'investissement public en adaptant les règles de calcul du déficit, en changeant les priorités des dépenses, et/ou en renforçant les recettes fiscales.
- ☞ Investiguer sur les règles de subventions publiques et de comptabilité fiscale (et les redéfinir si nécessaire) de façon à enlever les barrières éventuelles à la banque publique.
- ☞ Augmenter la responsabilité de la Banque Centrale Européenne (BCE) devant le Parlement Européen au regard des effets de ses politiques sur les inégalités, le changement climatique, la destruction de l'environnement et sur le développement – durable – des économies et des sociétés européennes.
- ☞ S'assurer que tous les citoyens peuvent avoir accès à un **paquet de services financiers de base** qui sont nécessaires pour pouvoir participer complètement et également à la vie en société.
- ☞ S'assurer que l'intérêt public soit correctement représenté dans les instances de régulation du système financier, à travers suffisamment de représentation des Organisations Non-Gouvernementales dans les groupes d'experts et de parties prenantes, ainsi que par une meilleure transparence du processus législatif.
- ☞ **Réduire l'influence du lobby financier** en posant des limites à l'accès des responsables politiques, régulateurs, et superviseurs qui garantissent l'intégrité de la législation et donner la priorité aux intérêts publics et citoyens.

## REDIRIGER

Nous devons utiliser tous les moyens adéquats pour faire passer les flux de capitaux de crédits et d'investissements non-durables vers des crédits et investissements durables et socialement responsables, entre autres pour restaurer et conserver la biodiversité et les écosystèmes : régulation économique, régulation financière, amendes et subventions, meilleur reporting, politiques de la demande, meilleure implication des employés des institutions financières, entre autres.

## Mesures à implémenter :

- ☞ S'assurer que le Plan d'Action Européen sur le financement de la croissance durable prenne des engagements clairs en direction du respect des objectifs climatiques fixés lors du Sommet de Paris, ainsi que des *Objectifs de Développement Durable* de l'ONU. Toute législation devrait viser à supprimer graduellement les crédits et investissements dans toutes les activités portant atteinte au lien social et à l'environnement.
- ☞ Cela inclut une évaluation d'impact obligatoire au niveaux social, environnemental et de gouvernance (ESG) de toutes les activités financées, tout au long de la durée de vie du crédit ou de l'investissement et au-delà, également par le biais des vérifications nécessaires, en bon père de famille, de toutes activités économiques.
  - S'assurer qu'une taxonomie européenne ambitieuse et obligatoire soit mise en place, respectant totalement tous les critères sociaux et environnementaux.
  - S'assurer que les éco-labels européens pour les produits financiers ne seront attribués qu'à des produits financiers environnementalement performants, au-delà du simple fait de ne pas être nuisible.



- S'assurer que les rapports non-financiers soit sujets à un cadre obligatoire, harmonisé, et commun.
  - S'assurer que le périmètre de l'ensemble des propositions législatives intègre non seulement des indicateurs liés au climat, mais aussi aux risques environnementaux, sociaux et relatifs aux droits de l'homme.
- ☞ S'assurer que les banques centrales intègrent les risques et impacts liés au climat et à l'environnement, ainsi que que les risques liés à l'augmentation des inégalités dans la conduite de leur politique monétaire, et de leur responsabilité de supervision prudentielle.
- ☞ S'assurer que le régulateur prenne réellement en compte les risques liés au climat, aux aspects sociaux et environnementaux et utilise pleinement ses outils micro et macro-prudentiels tels que des exigences supplémentaires en capital, des coussins de capitaux, des ratios de levier sectoriels, du fléchage de crédit, des plafonds d'exposition et des stress-tests.

## PREPARER

Les effets de long terme des expérimentations actuelles en terme de politique monétaire sont encore très peu clairs, mais ce qui est certain, c'est que nos économies ne se sont pas encore remises de la dernière crise économique. Les cycles économiques, des affaires et de crédit indiquent que nous arrivons vers un nouveau ralentissement, alors que les décisions des décideurs politiques ne reflètent en rien cette situation.



### Mesures à implémenter :

- ☞ Mettre en place des plans d'urgence pour faire face à une nouvelle crise économique ou financière.
- ☞ Réviser l'attirail réglementaire actuel et s'assurer qu'il est opérationnel dans l'éventualité d'une crise majeure.
- ☞ Construire des programmes de garanties des dépôts à des niveaux suffisants, et réduire le volume de prêts non-performants (NPLs), afin d'être capable d'introduire progressivement le Système Européen d'Assurance des Dépôts (European Deposit Insurance Scheme).
- ☞ S'assurer de l'usage correct et complet du Mécanisme de Résolution Unique (Single Resolution Mechanism) et éviter de nouvelles recapitalisations préventives
- ☞ Réduire le risque opérationnel par le biais d'une gouvernance renforcée, mettre fin au principe de transfert des responsabilités plus bas dans la hiérarchie organisationnelle, et s'assurer que les équipes des institutions financières disposent des ressources, du temps, de la formation dont ils ont besoin pour faire face aux exigences réglementaires nécessaires.
- ☞ Améliorer les stress-tests actuels en ne les appliquant pas qu'aux banques, en y incluant les facteurs ESG et des scénarios prospectifs.
- ☞ S'assurer de la sécurité et l'intégrité des services d'infrastructure électronique (IT), qui est essentielle pour la protection des infrastructures IT cruciales aux niveaux nationaux et européen

© Finance Watch 2019. Tous droits réservés. Le contenu de ce document peut être utilisé et reproduit sans autorisation à condition que la signification initiale et le contexte ne soient pas altérés. Pour toute demande concernant ce document, merci d'envoyer un email à [contact@finance-watch.org](mailto:contact@finance-watch.org)

Finance Watch a reçu des fonds de l'Union Européenne pour réaliser un programme de travail. Ce financement ne constitue toutefois en rien une approbation implicite des travaux de Finance Watch, qui est seul responsable de ses opinions et prises de positions.